

OTAN 3.0 : LA DOCTRINE COLBY POUR REFONDRE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

AUTEUR Bruno Tertrais

IMAGE © Geert Vanden Wijngaert

DATE 13 février 2026

Du *burden sharing* au *burden shifting*, un courant du Pentagone avance un plan pour transformer l'Alliance atlantique.

Derrière les portes closes d'une salle de réunion à Bruxelles, l'influent sous-secrétaire à la Guerre Elbridge Colby a révélé...



Le 12 février, dans une réunion à huis clos avec les ministres de la Défense de l'Alliance atlantique, le sous-secrétaire à la Guerre de Donald Trump, Elbridge Colby, a prononcé un discours important : il y décrit la vision des États-Unis pour le futur de l'OTAN.

Parmi les différents courants de politique étrangère à Washington, Colby est un prioritizer : plaidant pour une focalisation sur les intérêts des États-Unis dans l'Indo-Pacifique, inquiet d'une grande confrontation avec la Chine, il avait joué un rôle clef dans l'arrêt de livraison de matériels militaires à l'Ukraine en 2025. Volontiers discret, technique, mais avec une vraie vision stratégique propre, Colby est le contrepoint de Pete Hegseth.

Dans ce discours, il tire les conséquences de la Stratégie de sécurité nationale et de la Stratégie de défense nationale — dont il est l'une des influences clefs — sur l'Alliance atlantique : pas de désengagement mais une OTAN « 3.0 » que les États-Unis souhaiteraient plus proche de l'OTAN « 1.0 ».

Dans une lecture partiellement révisionniste, Colby dessine une histoire de l'Alliance en trois grandes phases : de la signature du Traité de l'Atlantique Nord jusqu'à la fin de la Guerre froide, l'alliance nord-américaine aurait bien fonctionné, avec un partage du fardeau effectif et aurait produit le résultat escompté en battant l'URSS. Après la chute du régime soviétique, elle serait transformée : l'« OTAN 2.0 » aurait alors abandonné ses priorités et outrepassé son mandat initial en devenant la garante d'un « ordre international fondé sur des règles ».

C'est à cette ère géopolitique que Donald Trump entendrait mettre fin : « Les temps changent, et nous devons nous adapter, tant dans notre façon de concevoir le monde et le rôle de l'Alliance dans celui-ci que dans notre manière de nous positionner pour y faire face de manière concrète. Ce qu'il faut selon les États-Unis, c'est une « OTAN 3.0 », beaucoup plus proche de l'« OTAN 1.0 »

que de l'approche qui aurait été adoptée au cours des trente-cinq dernières années. »

En rassurant les partenaires européens sur la dissuasion nucléaire des États-Unis, Colby met l'accent sur la nécessité pour les alliés d'assumer la responsabilité « principale » de leur défense conventionnelle. Il articule en cela ce qui est le véritable pivot théorique de cette « OTAN 3.0 » : un passage du *burden sharing* au *burden shifting*.

Merci de m'avoir donné l'occasion d'être parmi vous aujourd'hui.

Colby est l'intellectuel du Pentagone : d'abord du fait de sa fonction, puisqu'il est le Sous-Secrétaire à la Guerre pour la Politique [de défense] — un poste qu'il connaît bien pour l'avoir déjà occupé sous le premier mandat de Donald Trump — et ensuite parce que c'est l'une des très rares personnalités issues de think-tanks de l'actuelle administration. S'il a candidaté pour être secrétaire à la Défense, Trump l'a jugé défavorablement.

C'est un grand honneur de représenter les États-Unis et le secrétaire à la Guerre Pete Hegseth lors de cette session avec vous tous.

C'est la deuxième fois que Colby représente Hegseth lors d'une session ministérielle. Ce fait est un nouveau signe du relatif désintérêt américain pour l'OTAN.

Comme le soulignent clairement la Stratégie de sécurité nationale et la Stratégie de défense nationale, nous traversons actuellement une période de profonds changements stratégiques qui exigent de nous tous un réalisme lucide et une adaptation fondamentale. Le monde qui a façonné les habitudes, les hypothèses et le dispositif militaire de l'OTAN pendant la période dite « unipolaire » qui a suivi la guerre froide n'existe plus. La politique de puissance est de retour, et la force militaire est à nouveau utilisée à grande échelle.

Dans ce contexte, les États-Unis accordent la priorité aux menaces les plus graves pour les intérêts américains, en particulier la défense du territoire américain et des intérêts dans l'hémisphère occidental, ainsi que le renforcement de la dissuasion par le déni d'accès dans le Pacifique occidental. Dans le même temps – et c'est essentiel – les États-Unis et leurs alliés doivent se préparer à la possibilité que des adversaires potentiels agissent simultanément sur plusieurs théâtres, que ce soit de manière coordonnée ou opportuniste.

Après la Seconde Guerre mondiale qui a eu lieu sur au moins trois théâtres régionaux — européen, pacifique et africain — les États-Unis ont adopté pendant la guerre froide la doctrine de la «two theatre war» en concevant des armées capables de mener une guerre sur deux théâtres à la fois. Sous Kennedy et Johnson, cette doctrine devient même celle des «two and a half one theatres». La doctrine Colby est ainsi une forme de «doctrine Nixon au carré» — aussi connue sous le nom de «doctrine de Guam». À la fin des années 1960, alors que Richard Nixon est élu à la présidence, l'administration états-unienne enjoint ses alliés — asiatiques en particulier — de compter désormais davantage sur leurs propres forces pour se défendre.

Ces réalités nous obligent à réfléchir de manière claire, lucide et réaliste à la manière dont nous nous défendons – et à la manière dont nous le faisons ensemble de manière durable, raisonnable et pérenne.

Les temps ont changé, et il est plus que prudent de nous adapter pour y faire face.

Il ne s'agit pas d'abandonner l'OTAN. Au contraire, il s'agit d'un retour à son objectif fondamental et d'une validation de celui-ci. L'Alliance a été créée à la fin des années 1940 afin d'assurer une défense forte, crédible et équitable de la zone de l'Atlantique Nord.

Tout au long de la guerre froide, ce que l'on pourrait appeler « l'OTAN 1.0 » s'est caractérisée par une approche intransigeante, réaliste et lucide de la dissuasion et de la défense. Dès le début, les Alliés étaient tenus de faire leur part, comme en témoignent l'article III du Traité de Washington et les engagements de Lisbonne de 1951. Les discussions difficiles sur le partage du fardeau (*burden sharing*) étaient la norme, que ce soit sous la présidence de

Lyndon Johnson pendant la crise de la balance des paiements, de Richard Nixon pendant la guerre du Vietnam et la détente, ou de Jimmy Carter et Ronald Reagan pendant l'ère des euromissiles. Le président Eisenhower lui-même, l'un des principaux artisans de la victoire des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale et premier commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), avait clairement indiqué que le succès de l'OTAN dépendait de la capacité de nos alliés à prendre en main leur propre défense.

Colby soulève ici une question importante qui n'est pas tranchée : les États-Unis continueront-ils à occuper le poste de SACEUR ? Rien n'indique que Washington soit prête à l'abandonner, d'autant plus que l'officier occupant ce poste a la « clef » des armes nucléaires américaines. Avant d'entrer en fonctions, Elbridge Colby disait volontiers dans les échanges informels entre think-tankers que Washington devrait l'abandonner.

Ce modèle a connu un immense succès.

Il a permis de garantir que l'URSS ne considère jamais l'agression militaire contre l'Alliance occidentale comme une stratégie viable. Il nous a ainsi permis de traverser la guerre froide dans la paix en Europe – une réussite incroyable dont nous devons tous être reconnaissants.

On ne peut qu'approuver cette approche intellectuelle : Colby ne dit pas « nous avons empêché une invasion de l'Europe » mais « nous avons fait en sorte que l'URSS ne considère jamais une attaque de l'Europe comme une option réaliste ».

Cependant, lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, l'OTAN s'est transformée en quelque chose d'autre, que l'on pourrait peut-être appeler « l'OTAN 2.0 ».

Cette version de l'Alliance se caractérisait par un recentrage des efforts et des priorités, qui s'éloignaient de la défense de l'Europe pour se tourner vers des opérations « hors zone » et un désarmement substantiel sur le continent, ainsi que par un changement de cadre, passant du réalisme intransigeant et flexible de la « OTAN 1.0 » de la guerre froide à une

mentalité beaucoup plus libérale et internationaliste, fondée sur « un ordre international fondé sur des règles ».

Il est toutefois évident que cette approche de l'« OTAN 2.0 » n'est plus adaptée à son objectif, en tout cas pour les États-Unis, et, selon nous, pour nos alliés également. Les temps changent, et nous devons nous adapter, tant dans notre façon de concevoir le monde et le rôle de l'Alliance dans celui-ci que dans notre manière de nous positionner pour y faire face de manière concrète.

Malgré ce qui est dit ici, l'Alliance atlantique n'a pas attendu Trump pour changer de posture stratégique. Cela a commencé à être fait en 2014, le tournant ayant été pris en 2022.

Ce qu'il faut, c'est une « OTAN 3.0 », beaucoup plus proche de l'« OTAN 1.0 » que de l'approche adoptée au cours des trente-cinq dernières années.

Cette « OTAN 3.0 » exige que nos alliés redoublent d'efforts pour assumer la responsabilité principale de la défense conventionnelle de l'Europe.

C'est là le vrai changement qu'apporte l'« OTAN 3.0 », telle que la soutient Colby : il ne s'agit plus de *burden sharing* (« partage du fardeau ») mais de *burden shifting* (« transfert du fardeau »).

Je tiens à souligner qu'elle ne nécessite pas pour autant de se concentrer uniquement sur la puissance militaire. Au contraire, conformément à la politique de l'OTAN 1.0 énoncée dans le rapport Harmel, elle prévoit une approche qui associe de manière classique ce renforcement à une action diplomatique, comme en témoignent l'approche à deux volets des années 1970 et 1980 et, aujourd'hui, les efforts du président Trump pour renforcer l'OTAN et négocier la fin de la guerre tragique en Ukraine.

Ce point est particulièrement discutable : pour élaborée qu'elle soit, cette référence au Rapport Harmel — sur les « futures tâches de l'Alliance » (1967) , du nom du ministre belge des Affaires étrangères Pierre Harmel —

ne peut qualifier l'approche de la présidence Trump, qui va jusqu'à la connivence avec Moscou.

Grâce au président Trump et aux Alliés, l'Alliance a pris en 2025 des mesures historiques et capitales pour tracer une nouvelle voie conforme à ce changement nécessaire. Avec les engagements pris lors du sommet de La Haye, il est désormais communément admis que l'approche incarnée par « l'OTAN 2.0 », dans laquelle les États-Unis fournissaient la majeure partie de la puissance militaire de pointe pour la défense de l'Europe tandis que les alliés européens dans leur ensemble dépensaient relativement peu pour la défense, n'était plus viable. Plus important encore, au-delà de cette reconnaissance, nous commençons à voir les premiers signes prometteurs d'une action concrète de la part des Alliés pour respecter l'engagement pris lors du sommet de La Haye de consacrer 3,5 % et 5 % du PIB aux dépenses de défense de base et aux dépenses de défense plus larges, un niveau qui constitue désormais, comme le précisent clairement les stratégies de sécurité nationale et de défense nationale, une nouvelle norme mondiale pour nos alliés à travers le monde.

Le vent a donc tourné. Nous devons en être fiers et en tirer plus de confiance. Mais la grande tâche qui nous attend en 2026 et au-delà consiste à transformer cette prise de conscience en résultats durables et concrets. L'engagement d'aligner les ressources sur les besoins stratégiques doit désormais être mis en pratique.

La réalité stratégique fondamentale exposée par la Stratégie nationale de sécurité et la Stratégie nationale de défense est la suivante : l'Europe doit assumer la responsabilité principale de sa propre défense conventionnelle.

On peut se demander si Colby ne propose pas ici une forme systématisée du principe *leading from behind*», mis en œuvre par Barack Obama lors de l'intervention militaire en Libye, en 2011.

Il ne s'agit pas d'une question d'idéologie ou de rhétorique. C'est une conclusion fondée sur une évaluation lucide et rigoureuse de l'environnement stratégique auquel nous sommes confrontés, ainsi que sur une évaluation pragmatique des capacités dont nous disposons.

L'Europe possède d'immenses atouts : elle est riche, peuplée et dispose de formidables capacités industrielles et technologiques. Et l'Europe est confrontée, sur son propre continent, à un défi militaire réel et persistant.

Dans le même temps, les États-Unis doivent – et vont – donner la priorité aux théâtres d'opérations et aux défis où seule la puissance américaine peut jouer un rôle décisif, comme le prévoit la Stratégie de défense nationale. Il ne s'agit pas d'un retrait de l'Europe.

Même si l'on n'en connaît pas encore l'ampleur, on a ici la confirmation que la réduction à venir ne sera pas un «retrait». Colby laisse par ailleurs entendre dans d'autres interventions que les forces terrestres pourraient être relativement épargnées, car ce sont les moyens «facilitateurs» (enablers), tels que les avions de transport par exemple, qui seront les premiers concernés par cette réduction.

Il s'agit plutôt d'une affirmation du pragmatisme stratégique et d'une reconnaissance de la capacité indéniable de nos alliés à prendre le relais et à diriger la défense de l'Europe d'une manière qui nous rend tous plus forts et plus sûrs. En tirant parti de nos forces respectives et en nous spécialisant dans les domaines où nous sommes les mieux placés pour agir, nous pouvons construire une Alliance plus équilibrée, plus efficace et plus résiliente.

Colby ne précise pas contre qui protégera l'Alliance : la Russie n'est pas nommée. À Séoul, Colby n'avait d'ailleurs pas nommé la Corée du Nord — qui n'est pas mentionnée dans la Stratégie de sécurité nationale. Ce même document minimise explicitement la menace russe.

Sous la direction du président Trump, nous redéfinissons les priorités en matière de défense de notre territoire et de protection de nos intérêts dans notre hémisphère. Nous sommes pleinement conscients du fait que la région indo-pacifique est désormais une arène géopolitique centrale, qui a des implications fondamentales pour la sécurité, la vitalité économique et le leadership technologique des États-Unis.

Il s'ensuit que l'Europe devrait déployer la majorité des forces nécessaires pour dissuader et, si nécessaire, vaincre toute agression conventionnelle en Europe.

Une stratégie qui prétend que les États-Unis peuvent indéfiniment servir de principal défenseur conventionnel de l'Europe tout en assumant la charge décisive partout ailleurs n'est ni viable ni prudente. C'est une aspiration déconnectée des ressources. C'est une stratégie qui ne sert ni les Américains ordinaires ni, je tiens à le souligner, les Européens.

Continuer à proclamer les slogans de « l'OTAN 2.0 » sans stratégie crédible pour les mettre en œuvre n'aidait pas l'Europe, mais lui nuirait en perpétuant des attentes qui ne peuvent être réalistement satisfaites. Ce n'est pas cela, l'amitié. La véritable amitié consiste à parler avec sincérité, franchise et crédibilité.

C'est pourquoi le secrétaire général Rutte a tout à fait raison de dire que le président Trump a été un véritable ami de l'Alliance, en la confrontant, malgré une résistance énorme, à la réalité de la situation et en la rendant apte à remplir sa mission.

Qu'est-ce que cela signifie pour l'avenir ?

Pour l'Europe, cela signifie passer des contributions et des intentions aux résultats et aux capacités. Le niveau des dépenses de défense est important, et rien ne peut le remplacer. Mais ce qui importe en fin de compte, c'est ce que ces ressources produisent : des forces prêtes à l'action, des munitions utilisables, une logistique résiliente et des structures de commandement intégrées qui fonctionnent à grande échelle dans des conditions difficiles.

Selon le sous-secrétaire à la Guerre, ce qui compte le plus, ce n'est pas tant les pourcentages du budget de la défense que les capacités elles-mêmes qui en découleront.

Cela signifie donner la priorité à l'efficacité au combat plutôt qu'à la stagnation bureaucratique et réglementaire. Cela signifie faire des choix difficiles en matière de structure des forces, de préparation, de stocks et de capacité industrielle qui reflètent les réalités des conflits modernes plutôt que la politique en temps de paix.

Cela signifie également adopter une discipline stratégique. Toutes les missions ne peuvent pas être prioritaires. Toutes les capacités ne peuvent pas être optimisées. Le sérieux se mesure à la capacité des forces européennes à combattre, à tenir bon et à l'emporter dans les scénarios les plus importants pour la défense de l'Alliance. C'est l'approche que nous adoptons aux États-Unis sous la direction du secrétaire Hegseth, comme l'ont montré ses discours marquants cette année et la stratégie de défense

nationale. Nous faisons notre part et sommes honnêtes sur ce que nous pouvons et ne pouvons pas faire.

Ce passage illustre, pour l'Europe, ce qui constitue pour Colby un principe régulateur de toute politique étrangère : la priorisation.

Pour les États-Unis, notre responsabilité est d'être clairs, francs et cohérents. Nous continuerons à fournir la dissuasion nucléaire étendue des États-Unis.

Il s'agit là d'une clarification importante. Colby ne dit rien de la posture nucléaire américaine en Europe et rien ne permet d'attendre une évolution significative dans ce domaine.

Et nous continuerons également, de manière plus limitée et plus ciblée, à fournir des capacités conventionnelles qui contribuent à la défense de l'OTAN. Notre engagement est d'être francs avec vous, tant en ce qui concerne le calendrier et l'ampleur des changements que les défis et les compromis auxquels nous sommes confrontés. Nous continuerons à nous entraîner, à faire des exercices et à planifier avec nos alliés. Et au sein du département de la Guerre, nous continuerons à préparer nos forces à jouer notre rôle en vertu de l'article 5, l'Europe prenant la tête de sa défense conventionnelle.

Ce propos est une nouvelle confirmation explicite — attendue mais bienvenue — que les États-Unis se sentent toujours pleinement engagés par l'Article 5 du traité de l'Atlantique nord.

Mais nous continuerons également à faire pression, avec respect mais fermeté et insistance, pour un rééquilibrage des rôles et des charges au sein de l'Alliance. Nous ne le faisons pas pour le plaisir. Nous le faisons au service d'une OTAN plus forte et plus crédible.

Permettez-moi de souligner une chose : cette vision n'a rien d'anti-européen.

Au contraire, elle reflète l'espoir et, en fait, la confiance dans la capacité de l'Europe à agir de manière substantielle et vigoureuse. Tel est le message des Stratégies de sécurité nationale et de défense nationale : comme l'a exposé le secrétaire Rubio, nous voulons des alliés forts et confiants en Europe et au-delà. Nous voulons des partenariats – pas des dépendances.

En effet, l'expérience nous enseigne que les alliances sont plus solides lorsque les responsabilités sont partagées d'une manière qui reflète les pouvoirs et les intérêts sous-jacents. Lorsque ces alignements s'écartent trop de l'équilibre, les alliances s'affaiblissent, non pas à cause d'une mauvaise volonté, mais à cause de tensions structurelles.

La bonne nouvelle, c'est que nous voyons déjà des signes d'avancées significatives.

Plusieurs alliés européens ont considérablement augmenté leurs dépenses de défense. D'autres réforment leurs systèmes d'approvisionnement et de préparation, longtemps négligés. Sous la direction remarquable du général Grynkewich et de l'amiral Vandier, le processus de planification de la défense de l'OTAN devient plus exigeant, plus axé sur les opérations et plus centré sur les besoins réels en matière de combat.

Ce coup de chapeau à l'officier général français le plus haut placé dans la structure de l'OTAN est notable de la part d'un des officiels les plus importants de l'administration Trump.

Ce sont là des évolutions positives. Elles doivent être accélérées et approfondies.

Pour l'avenir, la promesse pour 2026 et les années suivantes est la suivante : une OTAN dans laquelle l'Europe est le principal défenseur conventionnel du théâtre européen, soutenu par la puissance stratégique et la portée mondiale des États-Unis ; une Alliance qui est crédible sur le plan militaire, durable sur le plan politique et réaliste sur le plan stratégique ; et une relation transatlantique définie non pas par la dépendance ou par des discours convenus déconnectés de la réalité, mais plutôt par une force commune et une grammaire partagée ancrée dans un réalisme flexible.

Cet avenir ne se réalisera pas par de simples déclarations. Il faudra une volonté politique soutenue, des investissements et un suivi. Il faudra des conversations inconfortables et des compromis difficiles. Et il faudra une compréhension commune que l'essence de l'OTAN n'est pas le symbolisme ou des abstractions chimériques, mais plutôt la dissuasion et, si la

dissuasion échoue, une défense efficace qui laisse tous nos peuples dans une situation meilleure.

Les États-Unis sont prêts à suivre cette voie avec vous. Mais le partenariat, par définition, signifie marcher ensemble, chacun portant sa part du fardeau. Nous devons – et les États-Unis insisteront sur ce point – nous tenir mutuellement responsables du respect de nos engagements. Dans cet esprit, nous attendons avec impatience la phase 5 du NDPP et l'évaluation de l'adéquation et des risques du SACEUR adjoint qui en résultera.

Si l'Europe se montre à la hauteur de la situation, si elle assume véritablement la responsabilité première de sa propre défense, alors l'Alliance en sortira plus forte, plus résiliente et mieux préparée à relever les défis à venir. Et le lien transatlantique ne s'affaiblira pas, il mûrira, incarnant la vision d'une « OTAN 3.0 » équilibrée, crédible et ancrée dans la force commune et le réalisme. Il s'agit d'une OTAN capable de jouer son rôle dans la défense de l'Europe, non seulement dans les mois et les années à venir, mais aussi dans les décennies à venir.

C'est l'opportunité qui s'offre à nous. C'est une tâche exigeante. Mais elle offre un résultat prometteur et louable.

Merci beaucoup.